cemoti

Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien

22 | 1996
Arabes et Iraniens

L'arabie saoudite, le pèlerinage et l'Iran

Ignace LEVERRIER

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/cemoti/137
DOI : 10.4000/cemoti.137
ISSN : 1777-5396

Éditeur
AFEMOTI

Édition imprimée
Date de publication : 1 juin 1996
ISSN : 0764-9878

Référence électronique
Ignace LEVERRIER, « L'arabie saoudite, le pèlerinage et l'Iran », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 22 | 1996, mis en ligne le 04 mars 2005, consulté le 23 octobre 2023. URL : http://journals.openedition.org/cemoti/137 ; DOI : https://doi.org/10.4000/cemoti.137

Ce document a été généré automatiquement le 23 octobre 2023.

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

L'arabie saoudite, le pèlerinage et l'Iran

Ignace LEVERRIER

1 Le protocole saoudien stipule, depuis le 28 octobre 1986, qu'il convient plus de ne s'adresser au Roi Fahd ben Abdul-Aziz Al Saoud en utilisant le terme traditionnel de "Majesté", mais le titre de *Khâdim al-Haramayn*, "Serviteur des Deux Lieux Saints". En redonnant vie à une appellation qui remonte au XIIème siècle et qui a été utilisée pour la première fois par le Sultan ayyoubide Saladin[1], le Souverain entendait clairement s'inscrire dans la lignée de cet illustre défenseur des territoires de l'islam et réaffirmer à la face du monde qu'il n'envisageait en aucune façon d'abandonner sa haute main sur les Lieux Saints du Hedjaz, et en particulier sur le Pèlerinage.

2 Le moment choisi par le Roi, qui révélait à cette occasion qu'il envisageait ce changement de titre depuis son accession au trône, en juin 1982, n'était pas fortuit. Depuis plusieurs années, et surtout depuis le succès de la Révolution islamique en Iran, la mainmise des Al Saoud sur les centres historiques de l'Islam d'une part, leur volonté de gérer seuls ses lieux les plus vénérés, le *Haram al-Charîf* de la Mecque et la Mosquée du Prophète à Médine d'autre part, et leur obstination à vouloir imposer à l'ensemble des musulmans leur conception wahhabite des rites du pèlerinage, enfin, avaient suscité de fortes critiques et même une remise en cause radicale de leur légitimité de la part du régime des *mollahs*.

3 Les événements dramatiques qui ont marqué le pèlerinage de l'année 1987 sont, on le sait, liés à d'autres circonstances, et notamment à l'entrée dans le Golfe de la marine de guerre américaine. On peut cependant considérer que l'adoption de ce nouveau titre par le Souverain a contribué à alimenter une polémique déjà vivace entre Riyad et Téhéran. Dix ans plus tard, le *Hajj* demeure, en 1996, un sujet de friction entre les deux capitales et l'un des lieux privilégiés de l'expression de leurs divergences. Face aux tentatives des dirigeants iraniens de tirer parti de cet immense rassemblement annuel de croyants pour promouvoir leur vision de la religion et se poser en alternative à l'Arabie Saoudite pour le leadership de l'Islam mondial, le pouvoir saoudien entend démontrer qu'il reste l'unique maître du jeu et prouver, par une gestion dont il

s'attache à souligner l'exemplarité, que le Roi n'usurpe en rien son titre de "Serviteur des Deux Lieux Saints".

Wahhabites et chiites, une hostilité fondamentale

4 Dès la conclusion de l'alliance fondatrice entre le chef du clan des Saoud, Mohammed ibn Saoud, et l'inspirateur du mouvement wahhabite, Mohammed ibn Abdul-Wahhab, au milieu du XVIIIème siècle, la prise de la Mecque et de Médine et le contrôle des Lieux Saints sont apparus aux deux partenaires comme des objectifs essentiels pour garantir le succès durable de leur entreprise de réforme politico-religieuse.

5 Après une brève période de domination saoudienne, autour de 1805, le Roi Abdul-Aziz ibn Saoud s'empare définitivement de la ville du Prophète, en 1924, et impose son autorité aux deux Villes Saintes. Il entreprend bientôt des travaux d'agrandissement et d'embellissement tels que les Saintes Mosquées n'en ont plus connu depuis près de dix siècles. Si les enjeux financiers liés à une mise en valeur et à une fréquentation plus aisée des Lieux Saints ne lui échappent pas[2], il a surtout conscience qu'à défaut d'une légitimité semblable à celle des Hachémites qu'il vient de détrôner[3], il ne pourra faire accepter par l'ensemble du monde musulman sa mainmise par la force sur les centres spirituels de l'islam qu'en manifestant une attention particulière à ses temples les plus vénérés et en améliorant les conditions du pèlerinage.

6 Si l'Iran partage alors l'appréhension provoquée dans l'ensemble du monde musulman par la domination nouvelle des Wahhabites sur les Saintes Mosquées et par l'imposition généralisée de leur compréhension rigoriste des rites de l'Islam, les Chiites ne manquent pas de motifs d'inquiétude spécifiques, qui trouvent leur origine dans l'histoire. Dès leur apparition dans la partie centrale de la péninsule arabique, le Nejd, aux alentours de 1750, les disciples de Mohammad ibn Abdul-Wahhab se sont en effet comportés à leur égard comme des adversaires impitoyables. Non contents de considérer les sectateurs d'Ali comme des idolâtres et de ne leur laisser souvent le choix qu'entre la conversion au sunnisme ou la mort, ils se sont employés, par fidélité à l'enseignement de leur maître, à saccager de manière systématique les monuments funéraires et les mosquées chiites, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de l'Arabie[4]. Les destructions effectuées à Médine même, lors et au lendemain de la prise de la ville, en 1925, ont provoqué un tollé de scandale en Irak et en Iran. Le vieux cimetière d'al-Baqî', où reposaient certains des pieux ancêtres les plus vénérés par les Chiites, dont Fatima, la propre fille du Prophète, et nombre des premiers *Imâms*, a été particulièrement visé. Les dégâts accomplis, le cimetière a été fermé et ceint d'un haut mur afin d'interdire l'accomplissement des visites (*ziyârât*) et des autres rites propres aux pèlerins Chiites, qualifiés d'hérésies (*bid'a*) par les rigoristes wahhabites.

7 Régulièrement agressés et malmenés sur les routes terrestres menant de leurs pays d'origine au Hedjaz, Iraniens et Irakiens ont encore en mémoire que nombre de leurs compatriotes ont jadis payé de leur vie la haine des Wahhabites pour les Chiites. Leur situation ne commence à s'améliorer qu'à partir de 1929, le Roi Abdul-Aziz s'étant enfin décidé à mettre bon ordre au zèle immodéré des *Ikhwâns* qu'il avait lui-même fondés pour le servir dans ses conquêtes. Mais, instruits par la situation marginalisée et précaire qui demeure jusqu'à aujourd'hui celle de leurs frères saoudiens, dans la zone orientale du Royaume, les Chiites ressentent profondément qu'ils ne sont pas les bienvenus en Arabie Saoudite.

Khomeyni et la nouvelle interprétation du sens du pèlerinage

8 La tentative du penseur iranien Ali Shariati de présenter une interprétation "progressiste" du pèlerinage provoque, au début des années 1960, l'inquiétude des responsables saoudiens pour qui progressisme équivaut à hérésie. Ce sentiment est encore renforcé quand, à partir de 1971, l'*ayatollah* Khomeyni recommande de faire du rassemblement annuel à La Mecque une occasion pour les musulmans "d'échanger leurs idées sur les problèmes de la *Oumma* et de s'informer les uns les autres sur les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs pays"[5].

9 La turbulence qui accompagne, dans diverses parties du monde musulman, le succès de la Révolution Islamique et l'instauration du régime des *mollahs* à Téhéran, en 1979, marque cependant une étape nouvelle dans les relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Le Pèlerinage devient l'une des principales occasions de frictions entre les deux pays. Peu enclins par nature à la confrontation, à laquelle ils préfèrent les tractations et la conciliation, les responsables saoudiens ont toléré depuis 1971 que les pèlerins chiites se livrent de façon discrète, durant l'accomplissement du rite, à une activité à leurs yeux non canonique, l'exécration des païens. Celle-ci consiste principalement alors à dénoncer la politique du Shah aux plans intérieur et extérieur. Mais ils ne peuvent feindre davantage l'ignorance sur le véritable caractère de cette manifestation lorsque les slogans et les critiques commencent à les viser eux-mêmes, directement ou indirectement.

10 Le *Hajj* est ce moment unique dans l'année musulmane où les conceptions différentes de l'Islam défendues par l'Arabie Saoudite et par l'Iran ont l'occasion de s'exprimer pour ainsi dire en concurrence, à la même tribune, au vu et su de plusieurs centaines de milliers de croyants, réunis dans un espace relativement confiné en provenance de toute la *Oumma*. Alors que l'État saoudien défend une vision quiétiste de la religion, qui restreint ses objectifs à la promotion, parfois musclée, d'un comportement individuel et collectif rigoureusement conforme à l'interprétation wahhabite de la *chari'a*, mais qui se refuse à mettre en cause la légitimité des gouvernants et à appeler au renversement des détenteurs de l'autorité, les religieux au pouvoir à Téhéran ont l'ambition de diffuser un Islam "révolutionnaire"[6]. Leur message s'adresse aux musulmans opprimés pour les inciter à ne pas se soumettre à la tyrannie, à ne pas accepter l'injustice, mais à se dresser et à se défendre contre les ennemis de Dieu, et contre leurs propres dirigeants si cela est nécessaire, afin de se libérer de toutes les oppressions, qu'elles soient d'ordre politique, économique ou culturel.

11 L'Arabie Saoudite apprécie peu ce type de discours. D'abord parce que ni le comportement personnel ni la gestion politique de ses dirigeants ne sont particulièrement exemplaires. Bien avant le "Mémorandum de Conseil"[7] ou la création du Comité de Défense des Droits Légitimes[8], la prise de la Grande Mosquée de La Mecque, en 1979, était déjà une mise en demeure adressée aux autorités pour qu'elles réforment leur comportement et modifient leur mode de gestion du pouvoir dans un sens plus conforme aux enseignements révélés, ou à défaut pour qu'elles se démettent. Les promesses de changement faites au lendemain de l'anéantissement du mouvement de Juhayman al-'Utaybi attestaient que le message avait été clairement perçu. Comme on le sait, ces engagements n'ont été tenus que de manière tardive et partielle[9].

12 Face aux idées révolutionnaires agitées par l'Iran, le pouvoir saoudien a une autre source d'inquiétude, peut-être plus grande encore : la présence sur son sol d'une minorité chiite, sans doute relativement peu nombreuse[10], mais localisée dans une zone d'importance stratégique, la région orientale du Hassa, qui abrite la majorité des puits

de pétrole du pays. Mal intégrés économiquement, culturellement et socialement au reste de la population, en raison de l'hostilité traditionnelle des Wahhabites à leur endroit[11], ces Chiites sont ouverts, du moins les responsables saoudiens en sont convaincus, à des discours de contestation en provenance de pays voisins comme l'Iran ou l'Irak, où leurs *marja'as* ont fait leurs études et ont parfois trouvé refuge. La crainte majeure des autorités est qu'un mouvement de rébellion au sein de cette population[12], qui représente une partie non négligeable de la main d'oeuvre de l'industrie pétrochimique nationale, ne mette en péril la première source de revenus du Royaume.

Les pèlerins, une foule immense malaisément contrôlable

13 La préoccupation des responsables saoudiens est encore accrue par les caractéristiques de l'énorme foule qui se presse dans les Lieux Saints à l'occasion du Pèlerinage. Au cours des dernières années, environ 2 millions de fidèles se sont agglutinés dans et autour de La Mecque, le temps de l'accomplissement du rite[13]. Etant donné les contraintes matérielles[14] et le poids des traditions[15], le temps de séjour moyen de cette foule dans le Royaume oscille entre deux semaines et un mois.

14 Au terme du Pèlerinage[16], les pèlerins sont souvent dans un état de très grande fatigue. Ni l'âge, ni la maladie ne dissuadent en effet ceux qui en ont les moyens d'entreprendre le déplacement de la Mecque, car mourir dans les Lieux Saints demeure une fin enviée. Les conditions climatiques sont rudes : lorsque le *Hajj* se déroule en été, le thermomètre peut monter à plus de 50° à l'ombre et, durant la longue station à Arafat, celle-ci fait presque totalement défaut[17]. Dans la Grande Mosquée de La Mecque, sur le mont Al-Rahma, lors de la lapidation des *jamarât*[18] ou durant la course entre Safa et Marwa, pour ne citer que quelques temps forts, la promiscuité est intense, mettant les nerfs à rude épreuve. Les conditions de repos sont précaires, l'entassement à plusieurs dans chaque chambre est la règle à La Mecque comme à Médine ; à Mina, l'hébergement se fait sous des tentes, protection dérisoire contre la fournaise de l'été ou la rigueur de l'hiver. Les déplacements répétés imposés à une telle masse de pèlerins[19] favorisent enfin les tensions et les accidents. Dans ces conditions, le plus étonnant n'est pas le nombre, finalement limité, de décès de personnes malades ou âgées, mais le caractère globalement peu meurtrier de cet énorme rassemblement[20].

15 Autre élément important pour saisir la complexité que revêt l'encadrement du *Hajj* et les risques qui peuvent en découler : la majorité des pèlerins ne sont pas arabophones. Nombre d'entre eux sont même complètement analphabètes. Les panneaux destinés à favoriser le repérage individuel ou la circulation des groupes perdent dès lors une bonne partie de leur utilité. Certes, les consignes de sécurité figurent sur les "passeports" du pèlerinage et elles sont sans cesse répétées par les guides, à Médine, ou par les *mutawwafs*, à La Mecque. Mais la fièvre religieuse, en particulier le désir de toucher la pierre noire durant le rite de circonvolation autour de la *Ka'aba* ou de se trouver le plus près possible des stèles lors des rites de lapidation à Mina, jointe à un sens relatif de la discipline chez nombre de pèlerins, sont à l'origine de quelques catastrophes[21].

16 En l'absence d'études documentées, il est difficile de se prononcer sur le niveau social moyen des pèlerins. Certains, comme les Arabes originaires des pays du Golfe, viennent sans doute de pays extrêmement riches ; mais étant donné la zone géographique d'extension de l'islam, la majorité d'entre eux proviennent de contrées d'un grand dénuement. C'est sur ces "déshérités"[22], considérés a priori comme un auditoire ouvert et réceptif, que les responsables saoudiens redoutent le plus l'effet immédiat des

slogans révolutionnaires des Chiites iraniens. Certes, Africains et Asiatiques appartiennent dans l'ensemble au monde sunnite et, comme on l'a relevé, la multiplicité des langues et des idiomes rend la communication et les échanges difficiles. Mais les effets conjugués de l'épuisement, de l'énervement et de la fièvre religieuse sur ce terrain social et économique propice pourraient favoriser, c'est du moins l'appréhension récurrente des autorités saoudiennes, l'adhésion à un discours iranien qui s'emploie, aujourd'hui, à gommer les divergences doctrinales[23] pour mieux faire ressortir "l'essence révolutionnaire du message coranique".

La préparation du pèlerinage : un dialogue de sourds

17 Pour prévenir tout dérapage, l'Arabie Saoudite s'attache chaque année, à l'approche du Pèlerinage, à rappeler aux candidats au *Hajj* leurs obligations et leurs devoirs. Ces interventions qui prennent diverses formes laissent entendre que, dans l'esprit des responsables saoudiens, c'est l'Iran qui représente la source majeure de préoccupation pour le bon ordre du rassemblement. De fait, par la réaffirmation du caractère "obligatoire" de l'exécration des païens, les responsables iraniens semblent délibérément chercher à justifier leur appréhension. De ce point de vue, la préparation du *Hajj* de l'année en cours (1996) n'aura pas dérogé à la règle. On en jugera au rappel, ci-dessous, des principales interventions des deux parties :

18 - Suite à la diffusion par l'Arabie Saoudite des "instructions" destinées aux futurs pèlerins, indiquant en particulier "qu'aucune manifestation n'a sa place et ne sera donc tolérée durant le *Hajj*", le pouvoir iranien fait savoir (14 mars), par l'intermédiaire de l'*hodjatoleslam* Mohammad Mohammadi Rey-Chahri, responsable de sa délégation, que, conformément aux voeux du Guide de la Révolution Islamique, l'*ayatollah* Ali Khameneï, "la manifestation politico-religieuse d'exécration des païens aura lieu cette année à La Mecque, comme les années passées, quelles que soient les circonstances".

19 - Sans faire référence explicite à cette déclaration, le Ministère saoudien de l'Intérieur affirme, dans un communiqué publié deux semaines plus tard (28 mars) à l'intention de tous les candidats au *Hajj*, qu'il est "strictement interdit aux pèlerins d'introduire dans le Royaume des livres, des photos ou des tracts à caractère politique ou idéologique". Il signale que "les pèlerins qui ne respecteront pas ces règlements s'exposeront à des poursuites judiciaires et seront refoulés, conformément aux lois en vigueur".

20 - Négligeant cette mise en garde, dont elles ne peuvent ignorer qu'elle s'adresse directement à leurs ouailles, les plus hautes autorités iraniennes, le Guide Ali Khameneï et le Président Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani, s'attachent à justifier le bien-fondé de la manifestation et affirment (3 et 6 avril) que "l'exécration des païens constitue l'esprit et le sens véritables du pèlerinage, dont elle est le rituel le plus important" et que "son organisation durant le *Hajj* fait partie de nos principes fondamentaux et religieux inaliénables".

21 - Peu convaincu par la précision apportée par le Président iranien - "l'exécration des païens ne vise à enfreindre ni la loi ni l'ordre en Arabie Saoudite" -, le Ministère de l'Intérieur saoudien réplique (7 avril) par un sévère avertissement : "L'Arabie Saoudite, qui n'a pas permis par le passé la tenue de tels rassemblements, ne les tolérera pas davantage cette année. Elle ne fera montre d'aucune espèce d'indulgence envers ceux qui violent les recommandations divines en organisant des réunions contraires aux rites du pèlerinage, qui mettent en péril la sécurité des pèlerins".

22 - La presse saoudienne, sur laquelle les autorités exercent un contrôle tatillon, s'engage alors dans une dramatisation des plus orchestrées. Elle martèle, à l'intention des opinions publiques intérieure et extérieure : "Brandir des portraits de dirigeants, distribuer des tracts et manifester ne figurent pas dans le rituel du Pèlerinage. Le Royaume restera vigilant face à ces déviations que la religion ne cautionne pas. Les forces de sécurité sont prêtes à affronter ceux qui oseraient porter atteinte à la sécurité des pèlerins comme à la sainteté et à la sûreté du pèlerinage" *(al-Jazîra)*. Et elle menace : "Ils seront châtiés conformément à la loi coranique et aux intérêts saoudiens" *(al-Yawm)*.

23 - Pour ne laisser planer aucun doute sur la détermination de Riyad, le ministre du Pèlerinage précise à son tour, à la veille du mois de *dhû l-hijja* (17 avril), que les autorités "ne toléreront aucun slogan et ne permettront sous aucun prétexte la moindre manifestation lors du Pèlerinage". Il affirme : "Nous sommes responsables de la sécurité des fidèles. Ceux-ci viennent accomplir un devoir religieux dénué de tout objectif de propagande politique. Leur sécurité impose d'écarter tout ce qui peut leur nuire ou susciter des divisions entre eux".

24 - Fort de la caution de personnalités sunnites éminentes, comme le *cheikh* Sayyed Mohamed Al-Tantâwi, nouveau Recteur d'al-Azhar (16 avril), ou le Grand *Mufti* du Royaume, le *cheikh* Abdul-Aziz ben Bâz (19 avril), le Ministère de l'Intérieur saoudien attire l'attention des pèlerins (19 avril) sur le fait que, "soit en toute bonne foi, soit en vue de les utiliser à l'occasion du pèlerinage, quelques fidèles ont apporté avec eux des choses prohibées". Il en profite pour redire que "l'introduction de livres, photos ou tracts à caractère politique, idéologique ou destinés à la propagande, est strictement interdite" et que "les réfractaires s'exposeront à des punitions dissuasives, conformément à la loi".

25 - Pour démontrer que la vigilance est extrême et qu'elle ne saurait être prise en défaut, le Ministère de l'Intérieur révèle au même moment (18 avril) que les services de sécurité du Royaume ont intercepté quelques jours plus tôt (29 mars 1996) un véhicule en provenance du Liban, chargé de plusieurs dizaines de kilos d'explosifs. La presse, à laquelle les autorités se sont pourtant gardées de préciser que les Saoudiens arrêtés dans le cadre de cette affaire étaient tous de confession chiite, émet l'hypothèse, dans ses commentaires, que des "ennemis du Royaume disposant d'agents en Arabie Saoudite pourraient avoir planifié des attentats dans les Lieux Saints durant le Pèlerinage, pour jeter le doute sur la capacité des responsables à assumer la sécurité des pèlerins".

26 - Dernier à entrer en lice, le Prince Nayef ben Abdul-Aziz, frère du Roi et Ministre de l'Intérieur, indique (20 avril), au terme d'une visite d'inspection dans les Lieux Saints durant laquelle il s'est particulièrement intéressé aux questions de sécurité : "Nous avons informé les pèlerins iraniens que nous nous opposerons avec fermeté à toute tentative de manifestation ou de rassemblement lors du Pèlerinage". Et pour que nul ne doute des capacités de la police saoudienne, il révèle que celle-ci vient de mettre la main, "sans aide intérieure ou extérieure d'aucune sorte", sur les auteurs de l'attentat d'Olaya[24].

Entre intransigeance et conciliation, la quête d'un modus vivendi

27 Ces avertissements répétés sont justifiés, dans l'esprit des responsables saoudiens, par les incidents souvent tragiques qui ont marqué le Pèlerinage depuis l'arrivée des religieux au pouvoir à Téhéran. Parallèlement à un accroissement régulier du nombre

de pèlerins originaires d'Iran[25], la Mecque et Médine sont en effet devenus au fil des ans le théâtre d'affrontements de plus en plus sérieux qui ont atteint leur paroxysme en 1987.

28 Après une sorte de round d'observation de deux années, en 1979 et 1980, les choses commencent à dégénérer en 1981. En réponse aux slogans politiques proférés par les Iraniens dans les Lieux Saints, les forces de sécurité saoudiennes interviennent cette année là. Les heurts violents entre les deux camps entraînent la mort de l'un des pèlerins. Trop heureux de cet incident qui apporte des arguments à sa dénonciation de "l'incapacité des Al Saoud à gérer les Lieux Saints", l'*ayatollah* Khomeyni désigne l'année suivante l'*hojatoleslam* Musawi Khoiniha[26] comme son représentant personnel au Pèlerinage. De nouvelles échauffourées avec la police, dans les deux villes saintes, aboutissent à son arrestation à la Mecque. Remis en liberté, mais arrêté à nouveau à Médine pour avoir mené des manifestations non autorisées au cimetière d'al-Baqî', il est finalement expulsé.

29 Les années 1983 à 1985 marquent une pause dans les débordements. Les tensions au plan international n'entraînent que des incidents mineurs entre pèlerins irakiens et iraniens, en 1984. En revanche, en 1986, la situation connaît une très sérieuse dégradation avec l'arrestation de plus d'une centaine de pèlerins iraniens à leur arrivée à Djedda et leur emprisonnement durant plusieurs semaines pour "tentative d'introduction dans le Royaume d'armes et d'explosifs"[27]. Cet incident, délibérément suscité par des Gardiens de la Révolution, provoque la colère des autorités saoudiennes, mais aussi celle des responsables iraniens du Pèlerinage[28] qui avaient monnayé et obtenu un compromis avec Riyad : en échange d'une limitation volontaire du nombre de leur pèlerins en dessous de la barre des 150 000, les Iraniens étaient autorisés à pénétrer dans le cimetière d'al-Baqî' et à organiser deux rassemblements, un dans chacune des deux Villes Saintes, dans des lieux retirés et selon des formes[29] et un contenu[30] précisément définis.

30 Intervenant dans un contexte régional très tendu, en raison de l'entrée dans le Golfe de la marine américaine afin d'assurer la sécurité du trafic maritime, le Pèlerinage de 1987 connaît pour sa part un dénouement dramatique. Alors que les autorités saoudiennes, sur le qui vive depuis la découverte des armes et explosifs l'année précédente, étudient secrètement avec les responsables de la délégation iranienne les modalités d'une manifestation discrète, fixée au 2 août, les pèlerins chiites bravent toutes les interdictions. Sous la conduite à nouveau de Gardiens de la Révolution, ils organisent une manifestation à Médine, le 27 juillet, et occupent l'une des avenues principales menant à la Grande Mosquée de la Mecque, quatre jours plus tard. Incapables de s'opposer par des moyens pacifiques à une foule de 50 à 60 000 personnes brandissant des banderoles, criant des slogans, agitant des portraits du Guide de la Révolution islamique, et dont certaines sont munies de couteaux, la Garde Nationale saoudienne postée aux abords immédiats de la Grande Mosquée cède à la panique et fait usage de ses armes à feu[31].

31 A l'approche du Pèlerinage de 1988, il apparaît que l'Arabie Saoudite et l'Iran seront dans l'incapacité de parvenir à un accord. Les responsables saoudiens, qui ont fait adopter entre temps par l'Organisation de la Conférence Islamique un système de quota, justifié par "des travaux de rénovation dans les Saintes Mosquées", exposent à la délégation de Téhéran chargée de la préparation du Pèlerinage qu'ils ne pourront admettre que 45 000 Iraniens au cours des cinq années à venir. Par ailleurs, et suite aux

graves événements de l'année précédente, ils se voient contraints d'interdire cette fois-ci formellement toute manifestation dans les Lieux Saints. Les représentants iraniens insistent malgré tout pour obtenir l'autorisation d'envoyer 150 000 pèlerins, fondant leur revendication sur la frustration ressentie par leurs compatriotes auxquels les portes des sanctuaires de Najaf et Karbala, en Irak, sont toujours fermées en raison de la guerre. S'agissant de l'exécration des païens, la délégation réaffirme qu'il n'est pas question d'y renoncer puisque cette manifestation représente pour leurs pèlerins "un droit et un devoir".

32 Les deux parties campant sur leurs positions, la délégation iranienne se retire en accusant l'Arabie Saoudite "d'interdire aux Iraniens d'effectuer le Pèlerinage". Les responsables saoudiens rejettent l'accusation et répliquent que "si le gouvernement iranien ne veut pas envoyer de pèlerins cette année, c'est son affaire. Mais s'il a l'intention de provoquer des troubles et de perturber le Pèlerinage comme il l'a fait en 1987, le consensus islamique s'y opposera et l'en empêchera". Il n'y a donc pas de pèlerins iraniens à la Mecque cette année là[32]. Mais les choses n'en restent pas là : croyant discerner la main de l'Iran dans les attentats à l'explosif qui viennent de frapper des installations pétrochimiques dans sa province orientale à forte minorité chiite, l'Arabie Saoudite rompt[33] ses relations diplomatiques avec Téhéran.

33 Toutefois, soucieux de ne pas fournir d'arguments à ses adversaires en paraissant interdire l'accès aux Lieux Saints, le pouvoir saoudien exprime dès le mois d'octobre de la même année son souhait de voir "se dissiper les problèmes limités" entre les deux pays et formule les trois conditions qu'il met à une normalisation : ne pas troubler l'ordre du Pèlerinage, c'est-à-dire renoncer à la manifestation d'exécration ; accepter le contingent limité de pèlerins "fixé par l'OCI" pour la durée prévue des travaux de rénovation des Saintes Mosquées ; reconnaître les droits de l'Arabie Saoudite sur les Lieux Saints.

34 Aucun terrain d'accommodement n'ayant été trouvé entre les deux parties, en dépit de tractations secrètes et de l'acceptation par l'Arabie Saoudite d'un quota iranien en légère augmentation, en échange du renoncement par l'Iran à son rite d'exécration, les Iraniens boycottent à nouveau le Pèlerinage les deux années suivantes. Ils échappent ainsi, du moins en partie, aux suspicions qui n'auraient pas manqué de se porter sur eux lors des incidents qui se produisent ces années là : un double attentat à la bombe contre un édifice et un pont commis par des Chiites koweïtiens, en 1989[34] ; une bousculade meurtrière dans un tunnel menant à Mina, en 1990[35].

35 L'occupation du Koweït par l'Irak et la guerre du Golfe entraînent un rapprochement puis la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays[36]. Les Iraniens font alors un retour en force dans les Lieux Saints. Durant les années 1991 à 1993, leur quota est exceptionnellement porté à 120 000 par an, soit le double de celui qu'il aurait dû être, pour compenser les trois années durant lesquelles Téhéran s'est abstenu d'envoyer ses pèlerins. En contrepartie, les responsables iraniens se plient avec plus ou moins de bonne volonté à l'accord conclu avec Riyad : pas de manifestation, même dans les campements, mais un rassemblement dans un lieu extérieur convenu, au cours duquel l'usage de haut parleurs est toléré pour la seule diffusion du prêche de l'un de leurs *mollahs*.

36 Violant les accords, les conservateurs de la droite religieuse proche du nouveau Guide de la Révolution, Ali Khameneï, organisent cependant une cérémonie d'exécration bruyante en 1993. En représailles, les Saoudiens annoncent que "les mesures de

compensation n'ayant plus lieu d'être, puisque trois années de double quota ont permis de satisfaire les demandes accumulées[37] pendant les trois année d'abstention, le nombre d'Iraniens autorisés à effectuer le Pèlerinage est dorénavant ramené à 60 000"[38]. Les tractations engagées entre les deux parties n'ayant abouti à rien, les Iraniens se voient contraints de limiter leur participation. Placés sous étroite surveillance durant leur temps de séjour dans les Lieux Saints, ils n'ont d'autre alternative que d'effectuer leur exécration des païens à l'intérieur de leur campement.

37 A l'occasion du *Hajj* de 1995 se met finalement en place une sorte de scénario type, qui préfigure ce que pourraient être les rapports entre l'Arabie Saoudite et l'Iran à l'occasion du Pèlerinage durant les années à venir :

38 - Le premier acte, qui se joue plusieurs mois avant le Pèlerinage, permet aux deux parties d'exposer leur position : "comme tous les ans, nous accomplirons notre rite d'exécration des païens, sous une forme ou sous une autre, car c'est pour nous un droit et un devoir", affirment les Iraniens ; "nous ne le permettrons pas plus que les années passées, parce que cette manifestation est contraire aux enseignements du Prophète et source de danger pour le Pèlerinage et les pèlerins", répliquent les Saoudiens.

39 - Au cours du deuxième acte, qui dure jusqu'à la veille du Pèlerinage, les mêmes affirmations sont reprises, avec de part et d'autre un souci de dramatisation croissante, chacun citant à l'appui de sa thèse les prises de positions émanant de hautes personnalités religieuses.

40 - Le troisième acte met en scène les véritables acteurs du drame : d'un côté, la foule des pèlerins iraniens que tentent de galvaniser des responsables décidés à effectuer la manifestation ; de l'autre, les forces de l'ordre saoudiennes, dont les dirigeants, sur le pied de guerre, s'affirment prêts à utiliser la manière forte pour entraver l'accomplissement du "sacrilège".

41 - Révélant une sorte de connivence entre les deux camps, qui a permis d'atteindre un consensus sur une formule satisfaisante pour les deux parties, l'exécration des païens se déroule, au cours du quatrième acte, de manière discrète et sous des formes édulcorées.

42 - Ce qui permet à chacun, au cours du cinquième et dernier acte, de se considérer comme vainqueur et de crier victoire.

L'exécration des païens, un "devoir" *vs* une "hérésie"

43 Susceptible de prendre des formes très diverses, en fonction des circonstances, de la tolérance manifestée par les Saoudiens et de la résolution des dirigeants iraniens, l'exécration des païens[39] est, pour les Chiites, un rite juridiquement et religieusement fondé. Si l'on excepte quelques voix discordantes[40], les religieux iraniens paraissent unanimes à considérer que "le Pèlerinage n'est pas moins une activité politique que religieuse" et qu'en dénonçant "le régime sioniste usurpateur", "les ennemis de l'Islam et des musulmans" ou "la dépendance croissante des Etats musulmans de la région à l'égard du Grand Satan, du Moyen Satan et du Petit Satan"[41], ils se situent dans la droite ligne de la *sunna* du Prophète. Ils rappellent que celui-ci s'est adressé aux croyants réunis autour de lui lors du "Pèlerinage de l'Adieu" pour leur léguer un ultime message. Raisonnant par analogie, ils estiment que prendre la parole pour haranguer les pèlerins, en particulier durant la longue station sur le Mont al-Rahmah, dans la Vallée d'Arafat, ne saurait donc être qualifié "d'innovation blâmable".

44 Quant aux autres formes de manifestations : marches, défilés, slogans, lecture de messages, distribution de tracts, ..., elles se justifient, selon la majorité des responsables iraniens, par le fait que, cinquième "pilier" d'une religion qui ne connaît pas de séparation tranchée entre *dîn* et *dawla*, le Pèlerinage a un aspect politique dans la mesure où il est l'occasion pour la communauté musulmane tout entière, et pas seulement pour les croyants réunis dans les Lieux saints, de prendre conscience de l'étendue et de la force de la *Oumma*. D'ailleurs, de nombreux responsables et intellectuels sunnites eux-mêmes ont jadis parlé et parlent encore à cet égard de "Congrès annuel du monde musulman"[42], développant l'idée que le sacrifice offert à Mina symbolise la reconnaissance par le croyant de "la nécessité de sacrifier sa propre vie dans la lutte pour la cause de l'Islam"[43].

45 Pour le pouvoir saoudien, en revanche, il n'est pas question d'admettre une manifestation qui ne dispose, selon les *oulémas* wahhabites, d'aucun fondement dans l'islam et qui ne représente donc ni plus ni moins qu'une *bid'a*, c'est-à-dire une hérésie. A la coutume prétendument instaurée par le Prophète, mise en avant par les Iraniens, les responsables saoudiens opposent un verset du Coran qui énonce : "Pas de dispute pendant le Pèlerinage"[44]. Selon les théologiens et juristes du Royaume, qui disposent sur cette question de l'appui inconditionnel des voix les plus autorisées de l'islam sunnite, les manifestations chiites doivent être réprouvées au moins pour deux raisons : elles portent atteinte à l'unité de la communauté, puisqu'elles portent en elles-mêmes un risque de *fitna*, c'est-à-dire de division; elles font peser sur cette même communauté une menace de *fawda*, c'est-à-dire d'anarchie. Au danger religieux, s'ajoute donc un danger politique.

46 Afin de prévenir ces risques, les autorités saoudiennes mettent en oeuvre chaque année, à l'occasion du Pèlerinage, toute une série de mesures :

47 - Elles délèguent dans toutes les mosquées de La Mecque des dizaines de prédicateurs, assistés d'étudiants en sciences religieuses, auxquels elles assignent pour mission d'exhorter les fidèles, à l'occasion des principales prières quotidiennes, à "s'acquitter du Pèlerinage dans l'esprit et selon les rites prescrits par le Prophète". Si leurs discours, d'inspiration fortement wahhabite, ne recueillent pas forcément l'adhésion de tous, du moins ces orateurs ont-ils l'avantage, aux yeux des autorités, d'occuper les lieux, de regrouper autour d'eux les fidèles pendant les heures non occupées par l'accomplissement des rites, et donc de diminuer d'autant l'auditoire et l'influence potentielle des religieux chiites auxquels il pourrait venir à l'idée d'haranguer les pèlerins.

48 - Elles répètent, de façon quotidienne, sur les ondes de la radio, dans la majorité des langues utilisées par les hôtes de la Maison de Dieu, les conditions d'un Pèlerinage valide. Les quotidiens participent à cet effort de conscientisation en diffusant, dans des pages spéciales en diverses langues, les *fatwa*s des principaux *oulémas* wahhabites sur le *Hajj*.

49 - Elles mobilisent les membres de l'Organisation pour la Promotion de la Vertu et la Répression du Vice[45], c'est-à-dire les *moutawwa's* composant la police religieuse. Ceux-ci ont pour mission, durant le *Hajj*, de veiller à ce que tous les pèlerins, y compris les Iraniens, satisfassent au rituel du Pèlerinage tel que défini par les savants wahhabites et respectent, le temps de leur présence dans les Lieux Saints, les us et coutumes du

Royaume. Ils disposent des arguments nécessaires pour convaincre et, sûrs de bénéficier d'un soutien absolu des autorités, ils n'hésitent pas à les utiliser.

50 - Enfin, elles déploient dans La Mecque les forces de police, les éléments de la Garde Nationale ou les troupes du Ministère de l'Intérieur qui leur semblent nécessaires pour garantir la sécurité publique, c'est-à-dire en premier lieu pour dissuader les pèlerins iraniens d'effectuer les manifestations qu'ils pourraient avoir projetées. A titre d'illustration, ce sont 25 000 hommes qui ont été affectés, durant le Pèlerinage de 1995, à la surveillance et à l'encadrement des seuls pèlerins iraniens, hébergés, pour ne pas dire relégués, dans divers quartiers circonscrits par de larges avenues et isolés les uns des autres, et de ce fait aisément contrôlables. Conformément à leurs consignes, ces forces de sécurité ont tantôt facilité le déplacement de ces pèlerins, et tantôt contribué à entraver leurs mouvements pour neutraliser toute velléité de regroupement ou de manifestation.

51 En dépit de ce dispositif complexe, qui allie les tentatives de conviction aux mises en garde et à la répression, les pèlerins iraniens effectuent quasiment chaque année leur rite d'exécration des païens. Instruits par les leçons du passé, les responsables saoudiens sont en effet aujourd'hui conscients qu'ils ont moins à redouter d'un rassemblement autorisé, se tenant dans un lieu déterminé et sous une forme édulcorée, que d'une manifestation sauvage intervenant comme une réaction de colère à la suite d'un refus.

La stratégie iranienne : une entreprise de délégitimation

52 En accordant une satisfaction limitée aux responsables iraniens et en leur permettant de sauver la face, le pouvoir saoudien cherche sans doute à préserver la sécurité du Pèlerinage. Mais il tente peut-être surtout, en écartant un motif potentiel d'irritation, de prévenir ou d'atténuer les remises en cause de la légitimité de son autorité sur les Lieux Saints, qui font partie intégrante, depuis le succès de la Révolution islamique à Téhéran, du discours des responsables iraniens. Depuis leur arrivée au pouvoir, en 1979, les religieux ont entamé, dans le cadre de la promotion de leur islam révolutionnaire, une critique radicale du régime saoudien. Elle trouve sa source aussi bien dans le champ religieux, c'est-à-dire dans l'opposition Chiites-Sunnites, que dans les aléas de la situation politique, dans l'appui de Riyad à Bagdad durant la guerre Irak-Iran, par exemple. Pour les responsables iraniens, le régime wahhabite des Al Saoud représente le principal obstacle religieux, politique et économique à leur ambition de se poser en guides de l'islam mondial et à leur volonté de faire de l'Iran le modèle du véritable État islamique. Ils ont donc entrepris d'en saper les fondements en soulignant, de diverses manières, son caractère illégitime.

53 Rappelant le verset coranique bien connu, "Quand les rois entrent dans une cité, ils la saccagent et ils font de ses plus nobles habitants les plus misérables des hommes" [46] et citant l'adage célèbre, "Pas de roi en Islam", les responsables iraniens mettent d'abord en cause la prétention de la dynastie saoudite à exercer le pouvoir et à s'y maintenir par voie héréditaire. Rien n'est plus opposé au principe chiite de la *velâyat-e faqîh*, "principe fondamental de la République islamique" selon lequel "l'autorité appartient aux *oulémas*, et en premier, parmi eux, aux juristes religieux"[47], que la détention et la transmission du pouvoir au sein d'une famille qui n'a jamais brillé par sa science et rarement par sa religiosité.

54 La comparaison entre le régime du Chah et celui mis en place par Abdul-Aziz Ibn Saoud inspire aux religieux une critique en règle du comportement politique de la famille

royale. Selon les moments, en fonction en particulier du contexte régional et de l'état des relations bilatérales, cette dernière se voit adresser, soit directement par les responsables iraniens, soit par l'intermédiaire de la presse qu'ils inspirent, de nombreux reproches : d'exercer un pouvoir tyrannique et sans partage ; de régner par la terreur et l'injustice ; de dilapider les ressources de l'Etat ; de gérer de manière inique la richesse nationale ; de conclure des alliances avec des régimes athées, que ce soit pour les soutenir - on pense à l'Irak durant la première Guerre du Golfe - ou pour se placer sous leur protection - comme avec les Etats-Unis - ; de consentir, toute honte bue, à la paix avec l'État d'Israël que des puissances ennemies de l'Islam tentent d'imposer, etc.

55 Sur le plan religieux, les responsables iraniens dénient aux Al Saoud le droit à revendiquer un quelconque leadership sur la *Oumma* : leur comportement privé ne mérite ni respect ni admiration ; le wahhabisme, sur lequel ils fondent en partie leur légitimité, n'est qu'une "secte", aussi intolérante qu'elle est minoritaire, isolée et déconsidérée au sein du monde musulman, si ce n'est même carrément hérétique ; leurs *oulémas* ne sont que des savants de cour, des valets à leur solde, disposés, moyennant honneurs et prébendes, à promulguer toutes les *fatwas* nécessaires à la défense de leurs intérêts communs et à justifier religieusement toutes les positions imposées par les protecteurs américains du Royaume[48].

56 Dans leur ignorance et leur aveuglement doctrinal, reprochent-ils encore, les Al Saoud ont volontairement détruit ou laissé détruire, ce qui revient au même, plusieurs dizaines d'édifices religieux vénérables et de monuments historiques appartenant au patrimoine commun de tous les musulmans, préservés par tous ceux qui avaient précédemment exercé leur autorité sur les Lieux Saints. Ils citent à ce propos : le premier *mihrab* de la Mosquée al-Qiblatayn de Médine, utilisé lorsque la prière se faisait tournés vers Jérusalem ; le Dar al-Arqam, lieu de réunion des premiers musulmans à La Mecque ; la maison du Compagnon Abu Ayyûb al-Ansârî, qui avait hébergé le Prophète lorsqu'il s'était réfugié à Médine ; la tombe de Hamza, oncle de Mohammad, tombé en l'an 3 de l'Hégire au cours de la bataille d'Ohod ; les mausolées abritant les dépouilles des Compagnons du Prophète et d'autres illustres martyrs, à l'intérieur du cimetière d'al-Baqî'...

57 Pour les religieux chiites, imposer dans les Lieux Saints en général, et durant le Pèlerinage en particulier, les seules pratiques admises par les Wahhabites, relève de l'abus de pouvoir. Les Saintes Mosquées et les Villes Saintes n'appartiennent à personne en propre. Elles sont le bien commun de toute la communauté musulmane, des non-Arabes comme des Arabes, des Chiites comme des Sunnites. C'est pourquoi, affirment-ils, "il faut retirer la gestion des Lieux Saints aux descendants d'Abdul-Aziz et la confier à un Conseil dans lequel seront représentées toutes les nations de l'Islam"[49].

58 Les incidents sanglants de La Mecque, en 1987, ont conduit les responsables iraniens à poser la même question en des termes plus virulents encore : puisque les Al Saoud se sont eux-mêmes disqualifiés en violant la trêve sacrée du *Hajj*[50] et en faisant parler les armes contre les pèlerins, et puisqu'ils ont aggravé leur cas en fermant les portes de La Mecque et de Médine devant des candidats au Pèlerinage, en 1988, ce qui revenait à leur interdire l'accomplissement d'un devoir prescrit par Dieu, il convient non seulement de "venger les martyrs" mais aussi de "libérer définitivement les Lieux Saints de l'emprise des Wahhabites"[51], dont l'incapacité a été plus que démontrée.

59 L'agitation organisée en actes et en paroles par les Iraniens, durant et autour du Pèlerinage, attire évidemment l'attention. Toutefois, il convient de le souligner, elle ne constitue que le volet le plus visible d'une stratégie beaucoup plus large qui vise à contester la domination saoudienne sur l'ensemble du monde musulman et à contrecarrer l'influence de Riyad et des organisations religieuses que le Royaume contrôle. Afin de promouvoir le projet dont ils sont porteurs pour le monde islamique, un projet inspiré par une compréhension de l'islam aux antipodes de celle des Saoudiens, les responsables iraniens s'efforcent, depuis le début des années 1980, et parallèlement à leur action dans les Lieux Saints, de se montrer présents et actifs dans l'ensemble des domaines traditionnellement dominés par les Saoudiens :

60 Parmi les nombreuses initiatives prises à cette fin, on peut citer pêle-mêle :

61 - l'organisation de manifestations internationales - Conférence sur la Pensée Islamique, Congrès Mondial des Imams du Vendredi et des Dirigeants de la Prière - conçues pour signifier la reconnaissance de l'autorité morale et idéologique de Téhéran, en milieu sunnite aussi bien que chiite, et destinées à offrir une sorte d'alternative à la Ligue Islamique Mondiale, une structure créée, logée, financée et dominée par l'Arabie Saoudite[52];

62 - la réunion d'une Conférence de Solidarité avec le Peuple Musulman de Palestine, destinée à fédérer les oppositions politiques et religieuses aux négociations avec l'État hébreu, à critiquer les Organisations et les États, comme l'Arabie Saoudite, ayant donné leur accord aux principes définis lors de la Conférence de Madrid, et à apporter un soutien aux mouvements islamistes palestiniens;

63 - le lancement d'une agence internationale de presse, l'Islamic News Agency, destinée en principe à "servir les intérêts de tous les peuples musulmans", mais beaucoup plus soucieuse en réalité de concurrencer l'International Islamic News Agency, dépendant de l'Organisation de la Conférence Islamique, et à ce titre également dominée par le lobby pro-saoudien;

64 - le développement du service en langue arabe de Radio Téhéran, afin de briser le monopole politico-religieux saoudien sur les ondes et de fournir aux populations chiites des Etats arabes du Golfe une information conçue et réalisée pour répondre à leurs besoins;

65 - le projet de création d'un Marché Commun Islamique, qui se présente comme une simple alternative, dépourvue d'objectifs originaux, au Centre Islamique pour le Développement du Commerce, un autre organe spécialisé de l'O.C.I.;

66 - l'accueil des mouvements et organisations islamistes sunnites, clients traditionnels du Royaume, auxquels les responsables saoudiens ne sont plus en mesure, à titre provisoire, ou ne souhaitent plus, de manière définitive, apporter leur soutien moral et/ou financier;

67 - l'appui à la création, voire au fonctionnement, de mouvements d'opposition chiite parmi les Arabes du Golfe, éventuellement par le relais du Hizbollah libanais.

Le roi, un gardien des lieux saints fidèle et zélé

68 Si, de l'avis des dirigeants saoudiens, cette stratégie iranienne de délégitimation ne représente pas un danger véritable, à l'heure actuelle, pour leur domination sur les Lieux Saints et leur leadership sur le monde musulman, elle peut néanmoins jeter le trouble dans certains esprits et fournir un argument supplémentaire aux velléités de

certains États, organisations ou individus, d'échapper à l'orbite saoudienne. C'est pourquoi les responsables du Royaume conçoivent chaque année davantage le Pèlerinage comme l'occasion d'une gigantesque campagne publicitaire et interprètent le succès du *Hajj* comme un plébiscite en faveur des Al Saoud. Dans les déclarations, les articles de presse, les émissions à la radio et à la télévision, comme dans les brochures qu'ils diffusent à cette occasion, ils développent trois idées essentielles, dont chacune suffit à elle seule, selon eux, à confirmer la légitimité de celui d'entre eux qui assume le rôle de Serviteur des Deux Lieux Saints et à fonder la reconnaissance de son rôle éminent au sein de la *Oumma*.

69 1) Chiffres à l'appui, ils exposent d'abord que personne, dans l'histoire de l'islam, n'a autant fait pour les Lieux Saints que les Al Saoud. Ils rappellent à ce propos qu'au cours des dix dernières années seulement, ce sont près de 20 milliards de dollars qui ont été dépensés par eux pour permettre aux principaux sanctuaires de l'Islam d'accueillir le plus grand nombre possible de pèlerins. Aujourd'hui, le *Haram al-Charîf* peut contenir en même temps, entre salle de prière, cours et terrasses, le nombre impressionnant d'un million de fidèles. Avec les places qui entourent l'édifice de tous côtés, ce nombre atteint pratiquement le double. Quant à la Mosquée du Prophète, elle peut abriter 250 000 orants à la fois.

70 Ces transformations, font-ils remarquer ensuite, ont été réalisées pour le bien-être des fidèles. Pour assurer leur sécurité, les accès au sanctuaire de la Mecque ont été élargis et leur nombre a été porté à 49. Leur confort n'a pas été oublié : les escaliers mécaniques intérieurs ont été multipliés, tout comme les points d'eau et les centres des secours. Afin de leur permettre de supporter au mieux les dures conditions climatiques et la promiscuité durant les prières, un système d'air conditionné sophistiqué, efficace et silencieux, a été installé, ainsi qu'un système de distribution d'eau glacée, tirée dit-on du puits de Zemzem.

71 Ces travaux ont permis enfin, selon la presse saoudienne, de redonner aux Saintes Mosquées le lustre qu'elles auraient dû toujours conserver mais que les vicissitudes des temps, les négligences de leurs prédécesseurs et les restaurations maladroites ont contribué à leur faire perdre. Les statistiques, que les journaux reproduisent complaisamment dans leur intégralité, ne laissent rien ignorer de la qualité, de la quantité et du prix de chacun des matériaux utilisés, pas plus que de la taille, de la superficie et de la hauteur de chacun des édifices rénovés.

72 2) Les responsables saoudiens n'omettent pas de rappeler, d'autre part, que des sommes tout aussi considérables ont été prélevées et continuent de l'être sur les revenus du pétrole, considéré dans le discours officiel comme "un don de Dieu", afin d'améliorer l'accueil et le confort des pèlerins. Au cours des dernières années, font-ils remarquer, les efforts ont été centrés sur le logement et sur la sécurité des déplacements, deux domaines dans lesquels de graves incidents avaient occasionné dans un passé récent des pertes humaines.

73 S'agissant du logement, l'Etat saoudien a d'abord exproprié et dédommagé les propriétaires des terrains jouxtant les Lieux Saints, sur une partie desquels s'élèvent désormais des hôtels et des résidences destinés aux pèlerins. Là où l'édification de locaux en dur est impossible, comme à Mina, la propagande saoudienne affirme que les tentes mises à la disposition des pèlerins sont maintenant ignifugées et que les risques d'incendie[53] sont donc conjurés[54].

74 Les médias saoudiens indiquent avec fierté que l'État a investi des millions de rials dans la construction, à Djedda, d'un aéroport qui ne fonctionne que durant le Pèlerinage, capable d'accueillir simultanément 34 avions gros porteurs et de traiter 80 000 pèlerins par jour. Ils rappellent tout aussi volontiers le percement de tunnels et l'édification de passerelles, véritables autoroutes pour piétons, destinés à raccourcir les distances entre les lieux visités durant l'accomplissement du rite et à permettre une circulation plus sûre et plus aisée. Ils précisent à ce propos que les graves incidents de 1990 et de 1994 ne sont pas à imputer à l'incompétence ou à la négligence des responsables saoudiens, mais qu'ils sont le résultat de l'indiscipline de certains pèlerins.

75 Les pages que les journaux saoudiens publient en différentes langues à l'intention des pèlerins étrangers durant le *Hajj*, énumèrent par ailleurs, avec une lourde insistance sur leurs coûts, les initiatives prises par les responsables pour rendre l'accomplissement du Pèlerinage aussi facile et reposant que possible. La liste de ces mesures est longue : mobilisation de 15 000 cars et autobus pour assurer le transport vers et depuis Arafat ; vaporisation d'eau froide pour rafraîchir l'atmosphère le long du trajet menant vers Mina ; distribution de plusieurs millions de sachets d'eau réfrigérée durant tout le Pèlerinage ; distribution de repas chauds lors de la station à Arafat ; mise en place, dans tous les quartiers et sur tous les sites, d'énormes containers capables d'effectuer le compactage et la neutralisation des ordures ; organisation de l'abattage rituel dans des usines modernes, offrant toutes les garanties, de sécurité et conditionnement sur le champ la chair des animaux offerts en sacrifice pour l'exporter en direction des pays musulmans les moins favorisés ; fourniture de rasoirs à usage unique, crainte du sida oblige, aux coiffeurs devant qui les pèlerins doivent se présenter pour quitter l'état de sacralisation ; etc.

76 La presse n'omet pas de signaler enfin que, pour assurer le bon fonctionnement de l'énorme infrastructure nécessaire à l'accueil, à l'hébergement, au transport, à l'approvisionnement et aux soins requis par cette masse de pèlerins, le gouvernement du Serviteur des Deux Lieux Saints se transporte dans sa totalité à la Mecque le temps du Pèlerinage, et que l'État saoudien mobilise plusieurs centaines de milliers de personnes, dont plusieurs dizaines de milliers de volontaires. En revanche, il est vrai, elle reste muette sur la nature exacte des mesures de sécurité, c'est-à-dire sur le nombre de soldats ou d'agents en civil répartis dans les emplacements les plus sensibles, sur l'activité des hélicoptères qui surveillent constamment les regroupements et les déplacements de pèlerins, de même que sur le système de télévision en circuit fermé permettant de contrôler l'ensemble de la Ville Sainte.

77 3) Ayant démontré, de leur point de vue, par cette mise en exergue des réalisations saoudiennes, que le Roi peut légitimement revendiquer le titre dont il s'honore, les journaux du Royaume s'efforcent ensuite de suggérer, en alignant d'autres chiffres tout aussi impressionnants, que le Souverain exerce une sorte de patronage de fait sur l'ensemble de la communauté islamique. Loin d'utiliser en effet les ressources considérables générées par le pétrole pour la satisfaction des seuls besoins du pays ou pour l'enrichissement de ses seuls habitants, les souverains successifs ont toujours consacré une part non négligeables de ces revenus à la promotion et au soutien de l'islam dans le monde.

78 Cet appui prend d'abord la forme de construction de lieux de culte. Selon les statistiques du Ministère des Affaires Islamiques, le Royaume a financé partiellement

ou intégralement, durant le demi-siècle écoulé, l'édification de plus de 1 500 mosquées, réparties sur les cinq continents. En Europe seulement, pour répondre aux besoins des communautés musulmanes, il a dépensé plus de 70 millions de dollars. Parallèlement, il a contribué ou pris à sa charge la construction de 210 centres islamiques, dont 18 aux États-Unis et au Canada. Il assume aussi la charge financière de plusieurs chaires d'études islamiques, créées dans certaines grandes universités du nord[55].

79 Dans le cadre de son soutien à la propagation de l'islam, et outre l'appui qu'il apporte à la Ligue Islamique Mondiale et à son millier de missionnaires répandus sur tous les continents, le Royaume imprime et distribue chaque année à ses frais, par le biais d'une fondation créée à cet effet, plusieurs millions d'exemplaires du Coran traduit dans toutes les langues. Il ouvre largement les portes de l'université religieuse de Riyad, l'Université de l'Imam Mohammed Ben Saoud, aux étudiants en sciences religieuses en provenance de tous les pays musulmans. Il fournit à cette université les moyens financiers nécessaires à la création et au fonctionnement de branches dans de nombreux pays, jusqu'au Japon et aux États-Unis.

80 La situation des musulmans minoritaires ou opprimés est également pour l'Arabie Saoudite une source d'attention constante. Bien que discrète, son aide financière et matérielle, d'origine publique aussi bien que privée, n'a jamais fait défaut à la résistance afghane[56]. Au cours des années passées, le gouvernement saoudien a apporté aux musulmans de Bosnie-Herzégovine un appui dont seules des révélations récentes ont permis de connaître l'ampleur[57]. Il soutient aujourd'hui la lutte du peuple tchétchène. Il prend par ailleurs une part importante au financement des organes spécialisés de l'O.C.I., installé à Djedda, comme le Fonds al-Quds ou le Fonds de Solidarité Islamique. A cela s'ajoutent les secours que le Royaume distribue largement dans les pays islamiques en cas de calamités et de catastrophes naturelles. Dans de telles situations, il ne tient pas compte des divergences politiques : c'est ainsi qu'il a expédié des secours en Iran, à la suite du tremblement de terre de 1990, alors même que les relations diplomatiques étaient rompues entre les deux pays. Chaque année, le Roi prend enfin à sa charge les frais de Pèlerinage de plusieurs centaines de musulmans venant de pays défavorisés. Selon les chiffres officiels, au cours des 10 dernières années, le Royaume a dépensé près de 4 milliards de dollars en aides directes ou indirectes aux communautés islamiques.

81 A en croire les médias saoudiens, les pays musulmans dans leur ensemble reconnaissent l'importance de ces efforts et admettent qu'ils confèrent à l'Arabie Saoudite et à ses dirigeants une place à part, une sorte de prééminence de fait au sein de la *Oumma*. La meilleure traduction de cette reconnaissance, selon eux, est le fait que la majorité des pays musulmans diffusent le message que le Serviteur des Deux Lieux Saints adresse au monde islamique, au terme du Pèlerinage. Dans ce message traditionnel, le Roi dresse une sorte d'état des lieux de la *Oumma* et des conflits dans lesquels ses membres sont engagés. Il condamne les déviations par rapport aux enseignements de l'islam, en particulier le recours à la violence et au terrorisme comme moyen de règlement des différends ou des conflits. Mais il rappelle surtout, à des dizaines de millions d'auditeurs et de téléspectateurs, qu'avec l'Arabie Saoudite les pays musulmans disposent d'un modèle d'État islamique, le Royaume étant "le seul Etat au monde à avoir fait du Coran et de la *Sunna* sa constitution et la source unique de sa législation".

La stratégie saoudienne : isoler l'Iran pour le neutraliser

82 Mêlant campagnes de presse, déclarations officielles apaisantes et menées en sous-main, l'Arabie Saoudite s'emploie enfin à établir autour de l'Iran une sorte de cordon sanitaire. Afin d'interdire la contagion des musulmans et des non-musulmans que leurs difficultés économiques et sociales pourraient rendre attentifs au discours iranien, le Royaume mobilise ses ressources matérielles et politiques dans une entreprise d'isolement de Téhéran. Ainsi pense-t-il pouvoir remédier aux tentatives des *mollahs* de rallier à leurs vues les minorités chiites des pays arabes du Golfe, celle de la province orientale du Royaume en premier lieu. Ainsi imagine-t-il également pouvoir contrecarrer la prétention de l'Iran de se présenter en alternative à l'Arabie Saoudite auprès des États, musulmans ou en voie d'islamisation, dont les relations avec Riyad souffrent de difficultés structurelles ou conjoncturelles. Cette entreprise de neutralisation comporte plusieurs volets dont la mise en oeuvre s'effectue aujourd'hui de manière concomitante.

83 1) Les responsables saoudiens s'efforcent tout d'abord de démontrer que le régime mis en place par les Mollahs n'est pas "fréquentable". Par le relais des journaux, des radios et des télévisions qu'ils contrôlent, ils diffusent dans l'ensemble du monde arabe, et au-delà, une image volontairement noircie de la vie sociale, politique et économique dans l'Iran actuel. L'audience dont jouissent ces différents media, qu'il s'agisse des quotidiens *Al-Sharq al-Awsat*[58] et *Al-Hayat*[59] ou de la chaîne de télévision "Middle East Broadcasting Corporation", plus connue sous son sigle de M.B.C.[60], contribue à donner un large écho et une certaine crédibilité à cette contre-propagande, qui ne s'embarrasse pourtant ni de nuances ni d'objectivité.

84 A les en croire, la gestion économique de l'Iran par les religieux n'est qu'un fiasco. Utilisés sans rationalité, les revenus du pétrole ont surtout généré dans le pays de la corruption, ce dont témoigne le développement des trafics en tout genre, à commencer par celui des stupéfiants. Le mécontentement de la population, face à une crise des salaires et des prix qui frappe rudement toutes les catégories sociales, se traduit par une contestation ouverte et généralisée du pouvoir. Le désintérêt pour la chose publique s'est manifesté lors des élections d'avril 1996 par un faible taux de participation. Mais les responsables iraniens n'ont malheureusement pas compris cette expression de désaveu.

85 Négligés par des responsables que préoccupe avant tout leur maintien à la tête de l'État, selon ces mêmes médias, les Iraniens ont dû, en moins de deux décennies, payer un lourd tribut à la soif de pouvoir des religieux. Victimes d'abord de la dictature des *mollahs* et dépourvus de réels droits politiques, ils n'ont pas tardé à être entraînés dans une aventure militaire contre l'Irak où des centaines de milliers d'entre eux ont perdu la vie. Mais cela n'a pas suffi pour mettre un terme à l'aventurisme politique du régime dont l'obsession principale est aujourd'hui de s'armer à grands frais. Outre les sous-marins qu'il a acquis auprès de la Russie, il s'est doté d'armes balistiques auprès des Chinois, avec l'aide de qui il tente maintenant de développer un armement nucléaire. Ce surarmement que rien ne justifie provoque l'inquiétude et la suspicion légitimes des voisins de l'Iran et de la communauté internationale.

86 Placé devant le fait accompli, affirme encore la propagande saoudienne, le peuple iranien est contraint de supporter les conséquences du soutien que le gouvernement de Téhéran apporte à tous les mouvements terroristes. Certains d'entre eux prétendent militer pour la cause de l'islam, mais ils n'ont en réalité d'autre finalité que de faire régner le désordre et l'anarchie, caractéristiques de toute révolution. Les Iraniens se

voient donc imposer aujourd'hui un embargo économique de la part des Etats-Unis, qui accentue évidemment les difficultés de leur vie quotidienne.

87 2) Tout en laissant cette campagne de dénigrement se dérouler au jour le jour sans y intervenir, comme s'il suffisait de ne pas reprendre à leur compte les critiques de la presse pour échapper au mécontentement des *mollahs*, les responsables du Royaume s'efforcent parallèlement de limiter au maximum les occasions de récriminations iraniennes à leur endroit. Conscients de l'effet néfaste des reproches de Téhéran sur l'image exemplaire que l'Arabie Saoudite cherche à se donner, ils font preuve d'une grande prudence, en paroles et en actes, dès lors que la communauté chiite est concernée. De même évitent-ils de donner un trop grand relief à leurs relations avec les États-Unis dont ils savent combien elles irritent les religieux en Iran.

88 Dans ce cadre, on peut tout d'abord mentionner l'ouverture manifestée par le Royaume à l'égard de sa propre opposition chiite. Au terme de négociations menées à Londres avec les représentants du mouvement le plus représentatif, l'Organisation de la Révolution Islamique dans la Péninsule Arabique (O.R.I.P.A.), les deux parties ont abouti, en septembre 1993, à un arrangement. "Un grand nombre de prisonniers politiques chiites ont été libérés, des passeports ont été délivrés à tous les exilés qui souhaitaient rentrer en Arabie Saoudite, et surtout les autorités se sont engagées à mettre fin à toutes les discriminations qui frappaient jusqu'alors la population chiite du Royaume et en faisaient une catégorie méprisée et marginalisée"[61]. Cette évolution, vraisemblablement accélérée par le tour inquiétant que commençait à prendre l'opposition d'origine sunnite en Arabie, a enlevé à l'Iran, sinon un moyen de pression sur le Royaume, du moins un motif récurrent de mise en cause.

89 C'est également pour éviter de prêter le flanc aux diatribes de l'Iran que, deux années consécutives, en 1995 et 1996, à l'approche du *Hajj*, l'Arabie Saoudite a accepté de laisser atterrir à Djedda un avion libyen transportant des pèlerins en provenance de Tripoli, en violation flagrante de l'embargo imposé depuis 1992 aux relations aériennes avec la Libye. Parce que refuser à l'aéronef l'autorisation de se poser signifiait mettre en danger la vie de ses passagers, cette violation pouvait se justifier pour l'Arabie Saoudite. En revanche, la liberté laissée à l'avion de redécoller traduit bien le souci de Riyad d'affirmer, devant l'opinion publique islamique en général, et à l'intention des *mollahs* en particulier, que le Royaume fait passer l'obéissance à la loi de Dieu, qui fait du Pèlerinage un devoir pour tout croyant, et la conformité à la tradition, qui fait des Villes Saintes un havre de paix et de sécurité durant le Pèlerinage, avant la soumission à la loi des hommes, fut-elle internationale[62].

90 Le Royaume, qui venait d'ouvrir pour la première fois un dialogue secret avec le Hezbollah pro-iranien au Liban[63], a par ailleurs interdit l'atterrissage sur son sol d'un avion soudanais transportant de Khartoum à Beyrouth Imad Moughniyé, un ressortissant libanais recherché par toutes les polices pour avoir participé à l'organisation des enlèvements d'otages occidentaux dans son pays au cours des années 1980[64]. En refusant au FBI qui l'avait repéré et qui lui avait préparé un traquenard, l'occasion de se saisir de ce Chiite militant, l'Arabie Saoudite adressait une sorte de clin d'oeil à l'Iran. Elle laissait entendre que les deux régimes, au-delà de leurs oppositions politiques et doctrinales et de leurs divergences sur la légitimité des moyens, pouvaient se rencontrer dans la défense, non pas du terrorisme, mais de la "résistance" à l'occupation par Israël de territoires arabes.

91 Plus récemment, alors que l'Ambassadeur américain à Riyad pointait du doigt en direction de Téhéran, au lendemain de l'attentat d'Olaya, les autorités saoudiennes se sont abstenues de reprendre à leur compte ce qui apparaissait déjà comme une hypothèse reflétant surtout les fantasmes de Washington, ou comme une de ces "manipulations de l'information habituelles de la part des Américains dans les affaires de la région", selon les médias saoudiens eux-mêmes. C'est ici l'occasion de relever, de manière plus générale, qu'hormis les périodes de crise, le discours saoudien à l'égard de l'Iran se caractérise par une modération et un souci constant de dédramatisation. Il est rare que le Serviteur des Deux Lieux Saints ou les principaux personnages de l'État se laissent entraîner à faire sur l'Iran les déclarations ou à proférer à son encontre les accusations que les États-Unis leur suggèrent.

92 3) Mais ni ces agissements ni cette retenue verbale ne doivent abuser. S'ils révèlent quelque chose, c'est uniquement la prudence traditionnelle des Al Saoud et leur peu d'inclinaison naturelle à la confrontation directe avec qui que ce soit. On aurait tort de les interpréter comme des gestes d'ouverture, l'expression d'une volonté de dialogue, ou comme la disposition à une réconciliation avec un régime régulièrement décrit par une presse aux ordres comme dangereux et infréquentable.

93 Pour avoir une bonne indication de la qualité des relations entre les deux pays, il suffit de prendre en considération la fréquence, ou plus exactement la rareté des visites effectuées par les responsables saoudiens en Iran depuis le succès de la Révolution. Alors que le projet d'une rencontre au sommet, qui serait la première du genre depuis l'arrivée au pouvoir des religieux en 1979, est annoncé comme acquis et que chacun des deux chefs d'État a accepté en principe une invitation à se rendre en visite chez l'autre, depuis 1991, et alors que Ali Akbar Velayati, ministre iranien des Affaires Étrangères, s'est rendu plusieurs fois en Arabie Saoudite, aucun responsable saoudien de haut niveau ne s'est déplacé à Téhéran au cours des quinze dernières années. Et si, lors de quelques sommets de l'OCI, le roi Fahd et l'Ayatollah Rafsanjani ont siégé non loin l'un de l'autre, ils n'ont jamais profité de ces occasions, d'ailleurs raréfiées à dessein, pour se rencontrer et jeter les bases d'un dialogue.

94 En fait, à examiner les positions adoptées par l'Arabie Saoudite dans les affaires ou les conflits qui affectent la région, et spécialement l'entourage immédiat de l'Iran, il est clair que le Royaume opte de façon constante en faveur de ce que l'on peut qualifier d'attitude la plus préjudiciable pour Téhéran. Tout en refusant la confrontation directe, contraire à tous ses intérêts, l'Arabie Saoudite s'emploie à isoler l'Iran et à appuyer les États qui pourraient contribuer à l'affaiblir. L'un des meilleurs exemples en a été fourni par le soutien apporté à l'Irak lors de la première guerre du Golfe. Celle-ci achevée, l'aide saoudienne s'est raréfiée : l'Iran, affaibli, ne représentait plus dans l'immédiat un véritable danger.

95 Quoi qu'il en soit des motivations, principalement sa phobie du communisme, qui ont conduit le Royaume à jouer le rôle que l'on sait dans l'appui à la lutte des *moujahidin* en Afghanistan, il est sûr que la poursuite de son action auprès des diverses factions afghanes vise à présent, en premier lieu, à maintenir l'Iran à l'écart. En dépit des dénégations de Riyad, nul ne doute que les anti-chiites notoires que sont les *taliban* ne bénéficient du soutien de l'Arabie Saoudite. Le rapprochement réalisé entre le gouvernement du Président Rabbani, le Pakistan et l'Ouzbékistan, dont le premier effet est de rendre plus difficile l'accès de l'Iran à l'Asie Centrale et au sous-continent Indien, a sa bénédiction, tout comme la réconciliation récemment intervenue entre les

autorités de Kaboul et le Hizb-i Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar. Dans l'optique de Riyad, toutes ces options ne sont pas contradictoires. Pour parvenir au but, il est sage d'avoir plusieurs fers au feu.

96 S'agissant précisément des États d'Asie Centrale, l'Arabie Saoudite y manifeste une activité qui ne passe pas inaperçue depuis l'éclatement de l'Empire soviétique[65]. Certes, il s'agit là de pays musulmans, majoritairement sunnites, et dont une partie de la population souhaite renouer avec les principes et les bases de sa culture religieuse islamique. Mais en jouant à la fois de sa puissance économique et financière et de l'attrait qu'exercent les Lieux Saints sur ceux qui ont trop longtemps été empêchés de s'y rendre, le Royaume a de toute évidence en tête d'y freiner l'action de Téhéran et d'y limiter son influence.

97 Dans le but d'établir un cordon sanitaire autour de l'Iran, l'Arabie Saoudite alterne pressions et menaces sur les États du Conseil de Coopération du Golfe pour limiter les rencontres bilatérales, les visites et les échanges commerciaux avec Téhéran. Dans le reste du monde arabe, elle maintient des contacts avec le Soudan comme avec la Syrie par crainte de voir ces deux pays, mal considérés par l'Occident, s'enfermer dans une sorte de tête-à-tête exclusif avec les Iraniens. Plus loin, hors de la région, c'est pour éviter que la Bosnie ouvre trop largement ses portes à l'Iran que le Royaume est entré en compétition avec Téhéran et a fourni aux forces armées bosniaques une aide militaire substantielle.

98 Ces manoeuvres politiques ne doivent pas faire oublier les pressions économiques. Sans doute, encore une fois, n'est-ce-pas uniquement ou même principalement pour gêner l'Iran que l'Arabie Saoudite agit au sein de l'OPEP comme l'un des partisans les plus convaincus du baril de pétrole à prix bas. Il n'empêche qu'en privilégiant les intérêts de l'industrie américaine et occidentale, le Royaume pénalise l'ensemble des producteurs, et en premier lieu l'Iran qui a accumulé de lourdes dettes durant son conflit avec l'Irak et qui doit aujourd'hui, parallèlement à leurs remboursements, financer sa reconstruction et le redémarrage de son économie.

Conclusion

99 L'Arabie Saoudite vit le Pèlerinage annuel comme une mise en scène et comme un défi. Ce que le Royaume met en jeu, chaque année, en déployant à cette occasion tous ses efforts et en mobilisant tous ses moyens humains, matériels et financiers, ce n'est pas uniquement sa sécurité mais la légitimité de la prétention du Serviteur des Deux Lieux Saints à être reconnu comme tel par le monde musulman dans son ensemble et à exercer, par le biais de ce service devenu privilège, une sorte de suprématie de fait sur la *Oumma*.

100 Pour l'Iran, en revanche, le *Hajj* apparaît chaque année comme l'occasion dont il convient de profiter pour tenter de modifier cette situation, à son avis indue. Au nom d'une vision différente de l'islam, les religieux au pouvoir à Téhéran s'efforcent alors de démontrer, en paroles et en actes, devant les membres de la *Oumma* réunis à La Mecque, ce qu'ils dénoncent en tout temps : l'inanité et l'imposture de la revendication saoudite.

101 Parce que cette rivalité s'inscrit sur un fond de concurrence et d'opposition ancienne, enracinée dans l'histoire mais toujours d'actualité, entre Perses et Arabes, entre Chiites et Sunnites ; parce que son enjeu, la reconnaissance d'un rôle particulier au sein d'une communauté qui regroupe aujourd'hui plus d'un milliard d'êtres humains, est considérable ; parce qu'elle concerne des pays et une région d'importance stratégique

pour l'économie des Grandes Puissances, et donc pour la stabilité et la paix du monde ; pour toutes ces raisons, on peut penser que le Pèlerinage est destiné à demeurer, aussi longtemps que les deux régimes seront en place, ce qu'il est depuis 1979 : la scène sur laquelle s'offrent en spectacle deux conceptions opposées de l'Islam et l'occasion d'affrontements, parfois feutrés mais parfois aussi violents, entre deux ambitions politico-religieuses également hégémoniques.

102 Si le scénario de ce spectacle est connu dans ses grandes lignes, il conserve toujours une part d'incertitude. D'une année sur l'autre, et jusque pendant le *Hajj*, nul ne peut en effet préjuger de la disposition des religieux iraniens, dirigeants politiques comme responsables du Pèlerinage, à respecter ce scénario, éviter les improvisations et se cantonner au rôle qu'ont défini pour eux les metteurs en scène saoudiens. Ceux-ci ne sont pas fermés *a priori* à toute idée de concession. Mais ils se refusent, et ils se refuseront toujours, à faire preuve de compréhension dès lors que paraissent en danger ce qu'ils considèrent comme faisant partie des intérêts supérieurs du Royaume : son image de modèle d'État islamique, son leadership sur le monde musulman et le rôle du Souverain vis-à-vis des Lieux Saints. Comme le passé récent l'a montré, lorsque ces limites sont atteintes, la pièce peut à tout moment déraper et l'improvisation se changer en tragédie.

103 Dans leur inquiétude chaque année renouvelée, les responsables saoudiens ont cependant un motif de satisfaction de taille : en dépit de leurs efforts, les Chiites iraniens se sont toujours montrés jusqu'à présent incapables d'entraîner derrière eux, lors de leurs manifestations, la foule des pèlerins. Ils aimeraient toutefois être sûrs que le discours universaliste et tiers-mondiste iranien a définitivement atteint aujourd'hui les limites de sa capacité de mobilisation[66].

Statistiques du grand pèlerinage du Hajj

ANNEE	NOMBRE TOTAL DE PELERINS	PELERINS DE L'EXTERIEUR	PELERINS IRANIENS
1979 (1399)	2 079 689	862 520	48 000
1980	1 949 634	812 892	52 000
1981	1 943 180	879 368	75 391
1982	2 011 555	853 555	89 503
1983	2 502 855	1 005 060	103 044
1984	1 664 478	919 671	154 958
1985	1 589 776	851 761	152 227
1986	1 600 475	856 718	152 149
1987	1 619 324	960 386	157 395
1988	1 379 556	762 755	/

1989	1 466 995	774 560	/
1990	1 483 294	827 209	/
1991	1 628 186	720 102	117 000
1992	2 114 217	1 013 917	115 000
1993	2 033 353	992 813	120 000
1994	1 499 281	995 611	69 000
1995	1 534 135	1 043 274	69 000

NB : Ces chiffres sont donnés sous toute réserve. Les estimations fournies en cours de Pèlerinage sont souvent plus élevées que les chiffres définitifs. A titre d'exemple, la presse saoudienne avait d'abord annoncé, pour 1994, que le nombre total de pèlerins s'élevait à 2 531 000, et pour 1995 qu'il dépassait les 2 millions. La révision à la baisse, qui ne porte que sur les pèlerins de l'intérieur, paraît destinée à masquer le fait que l'Arabie Saoudite ne s'applique pas à elle-même le quota de 1 pour 1000 qu'elle impose aux autres pays.

NOTES

1. Selon l'*Encyclopédie de l'Islam*, qui voit dans l'adoption de ce titre "un coup joué par le Sultan contre le Calife pour s'assurer la haute main sur le Pèlerinage et les affaires concernant les Lieux Saints du Hedjaz" (*E.I.2*, vol. III, pp. 932-3). Quelques Sultans ottomans ont fait usage de cette formule pour se désigner mais, simples Gouverneurs du Hedjaz, les Hachémites n'y ont jamais eu recours (*E.I.2*, vol. III, pp. 270-2).
2. Les 90 000 pèlerins qui effectuent le Pèlerinage cette même année 1926 fournissent aux caisses du jeune État saoudien sa source principale de revenus.
3. Les Hachémites revendiquent une appartenance à la famille du Prophète. Leur ancêtre éponyme, Hâchim ben 'Abd Manâf, était l'arrière grand-père de Mohammad (*E.I.2*, vol. III, p. 267).
4. "Les iconoclastes wahhabites s'étaient déjà acquis une durable notoriété aux yeux des Chiites, lorsqu'ils avaient surgi du désert d'Arabie, en 1802, et mis à sac Karbala, la cité sainte chiite, en Irak. Ils avaient massacré à cette occasion plusieurs milliers de Chiites et profané le tombeau vénéré de l'Imam Hussein..." (Kramer M., "La Mecque : la controverse du Pèlerinage", *Maghreb-Machreq,* n° 122, oct-déc 1988, p. 40).
5. Texte du message du 6 février 1971, adressé aux pèlerins iraniens, dans *Islam and Revolution : Writings and Declarations of Imam Khomeyni*, Algar H. (trad), Berkeley, 1981, pp. 195-9.
6. Au sens que Yann Richard donne à ce mot : "Faire la révolution, c'est remettre dans l'ordre naturel le désordre établi par les hommes" (Richard Y., *L'Islam chiite*, Paris, Fayard, 1991, p. 261).

7. Au lendemain de la Guerre du Golfe, en avril 1991, 400 personnalités religieuses du Royaume rédigent une pétition dont la version définitive est remise au Roi, en juillet 1992, par l'intermédiaire du Cheikh Abdul-Aziz ben Bâz, Grand Mufti d'Arabie Saoudite. Cette pétition intitulée *Mudhakkirat al-Nasîha* "conseillait" au Souverain d'entreprendre des réformes urgentes dans tous les domaines.
8. Fondée en Arabie Saoudite, en juillet 1993, la *Lajnat al-Difâ' 'an il-Huqûq al-Char'iyya* réclame en fait du pouvoir un meilleur respect des "droits fondés ou reconnus par la *Charî'a*". Poursuivis par la police et emprisonnés, certains de ses membres ont trouvé refuge à l'étranger, à Londres en particulier. Les informations et communiqués qu'ils adressent par télécopie à leurs concitoyens connaissent un grand succès et irritent profondément les autorités qui en sont la première cible.
9. Sur les prémices de cette révolte, sa préparation, sa réduction par les autorités et les initiatives prises par le pouvoir pour satisfaire les religieux sans inquiéter les "modernistes", on peut se reporter à Yassini (Al-) A., *Religion and State in the Kingdom of Saudi Arabia*, Boulder and London, Westview Press, 1985, pp. 49-50. Récit de cet événement également dans Rochot Ph., *La grande peur du monde musulman*, Paris, Le Sycomore, 1981, pp. 90-4, et dans *Le Monde*, 20-21 novembre 1994, article d'Olivier Da Lage.
10. Encore qu'il soit malaisé d'en connaître l'ampleur exacte. Selon C. de Bièvres, "les Chiites représenteraient au total 10 à 15 % de la population, soit 1,6 million de fidèles" ("Arabie Saoudite, un Etat islamiste ?", in *L'Islamisme*, Cordelier S. (éd.), Paris, La Découverte / L'Etat du Monde, 1994, pp. 98-104).
11. Interdiction de construire de nouvelles mosquées, interdiction de célébrer leur culte de manière ostentatoire, ségrégation dans l'accès à la haute fonction publique, tracasseries policières, etc. Pour plus de détails, on pourra se reporter à Yassini (Al-) A., *op. cit.*, pp. 49-50.
12. En novembre 1979, l'interdiction de célébrer les rites de l'*Achûra* sur la voie publique, contrairement à toutes les traditions de cette communauté, provoqua des manifestations violentes de la part des Chiites. La répression, particulièrement brutale, aurait fait une trentaine de morts. Mais, selon la population locale, il y aurait eu 300 victimes entre tués et blessés (Cf. Rochot Ph., *op. cit.*, pp. 69-70).
13. On trouvera en annexe les statistiques officielles du Pèlerinage (nombre total de participants, nombre de pèlerins en provenance de l'extérieur, nombre de pèlerins iraniens) pour les années 1979 à 1995 qui intéressent particulièrement cette étude.
14. L'aéroport de Djedda réservé à l'accueil des pèlerins ne pouvant traiter plus de 80 000 voyageurs par jour, les autorités saoudiennes sont obligées d'étaler arrivées et départs sur plusieurs semaines.
15. Il est d'usage, quand on en a la possibilité, de passer quelques jours dans la ville du Prophète, Médine, avant ou après le *Hajj* proprement dit.
16. Un résumé commode des différentes étapes du Pèlerinage dans Zeghidour Slimane, *La Vie quotidienne à La Mecque de Mahomet à nos jours*, Paris, Hachette, 1989, p. XI. Une description plus méticuleuse dans l'article "Hadjdj" , *E.I.2*, vol. III, pp. 33-40, en particulier pp. 37-38.
17. En année ordinaire, c'est-à-dire dépourvue d'accidents spectaculaires, l'insolation représente la première cause de décès durant le Pèlerinage.
18. Sur ce rite et cette appellation, cf. article "Djamra", *E.I.2*, vol. II, pp. 449-460.
19. Outre le *sa'î* entre Safa et Marwa, qui s'effectue dans une immense galerie accolée à la Grande Mosquée de La Mecque, les pèlerins doivent se rendre à Arafat, gagner de là

Muzdalifah, se diriger vers Mina, revenir à La Mecque, repartir pour Mina et rentrer enfin à La Mecque.

20. Le chiffre de quelques centaines de morts par an paraît incompressible. Les responsables saoudiens font d'ailleurs remarquer, non sans fierté, que la mortalité à La Mecque, en temps d'afflux des pèlerins, est inférieure à celle d'une ville d'une semblable importance.

21. En 1990, 1 426 personnes sont mortes, à Mina, asphyxiées ou piétinées en empruntant un tunnel que des pèlerins avaient transformé en dortoir pour se protéger de la lumière et de la chaleur, au mépris de toutes les interdictions. En 1994, 270 personnes sont mortes lors de bousculades auprès des stèles, un certain nombre de pèlerins s'étant présentés pour effectuer les lapidations rituelles encombrés de leurs sacs et valises.

22. Un terme coranique (Sourate IV, "Les Femmes", v. 75, 97, etc.), repris dans le discours khomeyniste avec le sens politique de "masses opprimées" (cf. Richard Y., *op. cit.*, p. 226).

23. On peut voir l'un des meilleurs indices de cette orientation dans la création, à Téhéran, d'un *Dâr al-Taqrîb*, "Maison du Rapprochement".

24. Un attentat à la voiture piégée avait visé, le 13 novembre 1995, le siège des conseillers américains de la Garde Nationale saoudienne, dans le quartier d'Olaya, à Riyad, faisant 8 morts et près de 80 blessés. Les quatre terroristes arrêtés au terme de plusieurs mois d'enquête étaient liés au *Jihad* en Afghanistan, auquel trois d'entre eux avaient participé de manière active.

25. 48 000 en 1979, 75 400 en 1981, 103 000 en 1983, 152 200 en 1985, 157 400 en 1987, soit respectivement 2,30 %, 3,80 %, 4,12 %, 9,57 % et 9,71 % du total des pèlerins.

26. L'un des meneurs des étudiants iraniens, lors de la prise de l'Ambassade américaine à Téhéran, le 4 novembre 1979.

27. Les autorités saoudiennes affirment avoir récupéré pas moins de 95 valises d'explosifs.

28. Il révèle par ailleurs combien l'intransigeance manifestée par les Iraniens lors du *Hajj* peut être tributaire de la situation intérieure et du rapport des forces au sein du pouvoir à Téhéran, un aspect des choses qui mériterait sans doute un traitement particulier.

29. Pas de banderoles, pas d'affiches à caractère politique.

30. Des slogans ayant pour seules cibles les États-Unis, l'URSS ou Israël.

31. Selon les chiffres officiels saoudiens, affrontements et bousculades auraient provoqué la mort de 402 personnes, dont 275 Iraniens, les blessés atteignant pour leur part le nombre de 650. Selon des sources indépendantes, le bilan aurait été beaucoup plus lourd : de 1 000 à 2 000 morts, parmi lesquels 600 Iraniens, dont beaucoup de femmes qui marchaient en tête de la manifestation, et près de 200 membres des forces de l'ordre.

32. Cette situation avait connu des précédents, Téhéran ayant interdit à ses ressortissants de se rendre au Pèlerinage par deux fois dans le passé : de 1927 à 1929, puis de 1943 à 1948.

33. Le 27 avril 1988.

34. L'Arabie Saoudite accusa toutefois l'Ambassade d'Iran au Koweït d'avoir inspiré l'attentat et d'avoir armé les coupables.

35. Alors que des milliers de pèlerins empruntaient un tunnel, à Mina, une panne de courant et un arrêt du système de ventilation provoquèrent une panique indescriptible.

On dénombra plus de 1 400 morts. Mais, selon des informations non officielles, le bilan aurait été beaucoup plus lourd encore. De source diplomatique à Djedda, on aurait évoqué alors un nombre de victimes oscillant entre 6 000 et 8 000.

36. Le 26 mars 1991.

37. L'adoption du principe de quota par pays (1 pèlerin pour 1 000 habitants) a contraint les États musulmans à instaurer un système de pré-inscription au niveau national. Les demandes dépassant généralement les places offertes, il est procédé soit à un tirage au sort, soit à l'établissement de listes d'attente. En raison de l'opacité des procédures de choix et de l'abondance des passe-droits, cette question est à l'origine de litiges fréquents entre les candidats au *Hajj* et les administrations responsables de la désignation des heureux élus, généralement les ministères des Affaires Religieuses.

38. En réalité près de 69 000 personnes, les pèlerins iraniens bénéficiant, depuis l'époque du Chah, d'un encadrement serré. Chaque groupe de 100 personnes est placé sous l'autorité d'un responsable, lui-même assisté d'une dizaine d'adjoints, auxquels s'ajoutent les domestiques et autres personnels dont les pèlerins âgés ou impotents ne peuvent se passer.

39. Cette manifestation est désignée en arabe par l'expression *al-barâ'a min al-muchrikîn*, le "désaveu des polythéistes", qui renvoie au Coran (Sourate IX, "Le Désaveu", v 1ss).

40. Comme celle du "savant en sciences religieuses" Mehdi Rouhani qui, selon le quotidien saoudien *al-Riyadh* (25 avril 1996), aurait affirmé "dans une fatwa" à la veille du Pèlerinage de cette année que "les manifestations politiques durant le *Hajj* à la Maison de Dieu sont prohibées et contredisent radicalement les enseignements révélés, puisque ce rite vise à réunir les musulmans, quels que soient leur niveau social, leur origine ethnique ou la couleur de leur peau". La concordance curieuse de ce point de vue avec la position saoudienne suggère qu'il pourrait s'agir, sinon d'une forgerie, du moins d'une opinion quelque peu sollicitée...

41. Respectivement les Américains, les Français et les Britanniques, encore qu'en fonction des événements et de leurs prises de position les deux derniers cités soient susceptibles de voir leur classement interverti.

42. "Tous les militants islamistes, qu'ils soient sunnites ou chiites, considèrent le Pèlerinage annuel comme un rassemblement international à la fois politique et religieux" (Richard Y., *op. cit.*, p. 21). Mais cette idée prévaut également hors des cercles islamistes. On a pu lire, à la veille du Pèlerinage de cette année, un article développant ce thème dans le quotidien saoudien *al-Riyadh*.

43. Cf. article "Hadjdj", *E.I.2*, vol. III, p. 38.

44. Sourate II, "La Vache", v. 197.

45. Chargés de mettre en oeuvre le principe islamique dit *al-amr bi-l-ma'rûf wa-l-nahî 'ani l-munkar*, dont l'application est l'objet d'un intérêt tatillon de la part des autorités saoudiennes. Pour se faire une idée de ce pointillisme, on pourra se reporter à Baqmi (al-) Tâmî, *Al-Tatbîqât al-'amaliyya li-l-hisba fî l-Mamlaka al-'Arabiyya al-Su'ûdiyya* (*Les applications pratiques de la Hisba dans le Royaume d'Arabie Saoudite*), Riyad, 1993.

46. Sourate XXVII, "Les Fourmis", v. 34.

47. Richard Y., *op. cit.*, p. 292.

48. En déclarant, le 21 décembre 1994, qu'"une trêve permanente ou provisoire est tolérée avec les ennemis si les gouvernants y voient un intérêt", et en justifiant ainsi la participation de l'Arabie Saoudite aux négociations multilatérales du processus de paix avec Israël, le *Cheikh* Ben Bâz n'a fait qu'aggraver son cas auprès des Iraniens, qui ont vu là une confirmation de "l'Islam américain" qu'ils dénoncent dans le Royaume.

49. Richard Y., *op. cit.*, p. 259.
50. "La tradition de l'Islam veut que, pendant toute la durée du Pèlerinage annuel, La Mecque soit une ville ouverte à tous les musulmans : toute forme de lutte et d'effusion de sang y est proscrite" (Kramer M., art. cit., p. 38.
51. Un appel à la "libération de La Mecque" a été effectivement lancé lors du Congrès International pour la Sauvegarde de la Sainteté et de la Sécurité du Saint Sanctuaire, organisé par les Iraniens, fin 1987 (Cf. Kramer M., art. cit., pp. 48-9).
52. Fondée en 1962 et basée à La Mecque, la L.I.M. est le premier instrument dont joue l'Arabie Saoudite pour diffuser sa vision de l'islam dans l'ensemble du monde musulman. Son secrétaire général, nommé directement par le Roi, est toujours saoudien. Son fonctionnement est presque intégralement financé par le Royaume.
53. En 1989, un incendie a fait 5 morts et 34 blessés dans le campement des pèlerins pakistanais.
54. Malgré ces précautions, 3 personnes ont cependant trouvé la mort et 99 autres ont été blessées l'an dernier, en 1995, lors d'un incendie à Mina qui a consumé plusieurs milliers de tentes. Par bonheur, le sinistre s'était déclaré avant l'arrivée des pèlerins.
55. Harvard, Londres, Moscou, etc.
56. *Cf.* Roy O., *L'Echec de l'Islam politique*, Paris, Seuil, 1992, p. 150ss.
57. Le *Washington Post* a révélé, le 2 février 1996, que l'Arabie Saoudite avait financé, depuis 1992, un programme d'armement des Forces Armées bosniaques pour un montant total de 300 millions de dollars, auquel les États-Unis auraient apporté un appui logistique. Si Washington a opposé un démenti à cette violation de l'embargo décidé par la Communauté internationale à l'encontre des belligérants, Riyad a évité de le faire.
58. Le quotidien *Al-Sharq Al-Awsat*, qui tire à 250 000 exemplaires, fait partie d'un groupe de presse comprenant 15 autres titres qui appartient à la famille du prince Salman Ben Abdul-Aziz, frère du Roi et Gouverneur de Riyad.
59. Le quotidien *Al-Hayat*, qui tire à 120 000 exemplaires, a été acquis au début des années 1990, en même temps que l'hebdomadaire *Al-Wasat*, par l'un des fils du prince Sultan Ben Abdul-Aziz, frère du Roi et Ministre de la Défense.
60. La chaîne M.B.C., qui émet en langue arabe depuis Londres, appartient à l'un des beaux-frères du Roi Fahd. Ses programmes peuvent être captés en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.
61. Cf Loulouwa Talal Al-Rashid, *L'Opposition chiite en Arabie Saoudite,* mémoire de D.E.A. d'Etudes Politiques, Paris, 1994.
62. Cf. Kramer M., "La Mecque : la controverse du Pèlerinage", *Maghreb-Machrek*, n° 122, oct-déc 1988.
63. Le 4 avril 1995, l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite a rencontré à Beyrouth le Cheikh Hassan Nasrallah, Secrétaire Général du Parti.
64. Le 23 avril 1995.
65. Durant l'hiver 1992, le prince Saoud Al-Faysal, ministre saoudien des Affaires Etrangères, a fait une visite dans plusieurs de ces Etats. Elle a été l'occasion pour le Royaume d'établir des relations diplomatiques avec l'Ouzbékistan (20 février), le Tadjikistan et le Turkménistan (23 février).
66. Cf. Roy O., *op. cit.*, p. 233.

RÉSUMÉS

Dès l'instauration du régime islamique en Iran, en 1979, le *hadj* annuel aux lieux saints musulmans de la Mecque et de Médine est devenu l'occasion d'affrontements récurrents entre pélerins iraniens et policiers saoudiens. Arguant de son caractère obligatoire pour l'accomplissement du rite, les premiers ont fait de l'« exécration des païens » l'occasion de vilipender la famille des Al Saoud et ses « parrains américains ». Dénonçant une « hérésie », les seconds ont eu recours à tous les moyens pour prévenir une manifestation qui suscitait le doute sur la capacité des Saoudiens à gérer seuls les sanctuaires de l'Islam. Au-delà de l'hostilité traditionnelle entre Arabes et Persans, entre sunnites et chi'ites, cet affrontement symbolisait de manière emblématique la compétition que la monarchie saoudienne et le régime des mollahs se livraient au même moment, sur plus d'un continent, pour affirmer la légitimité de leur leadership sur la communauté musulmane. Un arrangement qui « sauvait la face » des deux parties a finalement été trouvé en 1995. Rendu possible par l'amorce d'un dialogue politique entres les dirigeants des deux pays, il a confirmé que le conflit comportait d'autres dimensions : une divergence de stratégies entre les différentes forces au pouvoir à Téhéran et l'affrontement des ambitions hégémoniques rivales de l'Arabie Saoudite et de l'Iran dans le Golfe et dans la région.